

Trois conférences

SAOUD D'ARABIE fait route vers les Etats-Unis, avec une suite imposante et des cadeaux inénumérables pour la Maison-Blanche. Nouveau roi mage. Sur un trône de fortune dressé en hâte pour une conférence de presse, à Naples, le souverain a condamné la doctrine Eisenhower, par la bouche de son secrétaire particulier, mais avoué qu'il demanderait une aide américaine pour mieux équiper son armée bédouine. Il a précisé aussi qu'il était le porte-parole de l'Egypte, de la Jordanie et de la Syrie, à l'issue de la conférence du Caire.

Etrange représentant. Ce seigneur des sables, que le droit coranique fait agent d'Allah sur la terre et que l'Aramco dote chaque année de plus de 20 millions de dollars en royalties, n'a rien de commun avec le colonel-président Nasser, ni avec le colonel-policier Serraj, l'homme fort de Damas. Il a eu même à faire face, sur son sol, aux intrigues égyptiennes. L'ambition du Caire est en effet de provoquer le plus rapidement possible la chute de ce féodalisme pétrolier dont les revenus profitent peu à la population, mais assurent à chacun des 322 princes de la famille royale une liste civile de 32 000 dollars et l'importation annuelle de 250 cadillacs pour 350 kilomètres de réseau routier.

Le pipe-line de l'Aramco est le seul intact, mais il traverse les territoires jordanien et syrien. Le canal de Suez est toujours bouché et donc interdit à Socrate Onassis, transporteur patenté et exclusif du pétrole extrait du désert saoudien. Voilà pourquoi le roi doit faire bonne mine à mauvais jeu. C'est en effet lui qui, en fait, sera chargé de payer les 12 millions et demi de livres nécessaires au fragile budget jordanien. Il réalise d'ailleurs par cette opération un vieil objectif de son père, Ibn Séoud, mortel ennemi de la famille hachémite qui règne, comme on sait, à Bagdad et à Amman. Il met pratiquement la main sur le port d'Akaba, à quelques kilomètres du port israélien d'Elath. La Grande-Bretagne y installa une garnison pour tenir le golfe, s'engageant à le rétrocéder si elle l'abandonnait « à son propriétaire naturel, l'Arabie ». Le roi Hussein sera-t-il conciliant ? Surtout que la Royal Air Force, et son régiment blindé, sont toujours installés à Mafraq.

La Jordanie est sortie casquée des dossiers britanniques en 1948, « Jordania Ltd ». Son rôle, au moment où on découpait la Palestine, fut ainsi défini par les experts de l'Arab Service : séparer la Syrie de l'Arabie et l'Irak d'Israël. A ce titre, le nouveau royaume obtenait de Londres le paiement des deux tiers du budget, l'entretien de la Légion de Glubb Pacha et des aérodromes. Un traité fut conclu pour une durée de vingt ans et, au Foreign Office, on déclare maintenant qu'il ne saurait être dénoncé unilatéralement. Mais, il y a sur les 40 députés du Parlement d'Amman, depuis les élections d'octobre, 27 anti-britanniques acharnés, dont 21 au moins sont de fervents partisans de Nasser. Le président du Conseil, Soliman Nabulsi, nationaliste modéré jusqu'alors comme le parti socialiste qu'il dirige, comprit qu'il lui fallait jouer le rapprochement avec l'Egypte s'il ne voulait pas être balayé par le parti Baath, qu'on dit subventionné par la Syrie. Le Palais adopta aussi cette attitude. Le Dr Shukair, leader communiste fut arrêté pour atteinte à la sûreté de l'Etat : chacun le donnait déjà comme député d'Amman.

Les difficultés anglaises en Jordanie datent de décembre 1955 quand Londres commit la maladresse de dépêcher le général Templer pour hâter l'adhésion du roi Hussein au pacte de Bagdad. La colère populaire éclata et, pour la calmer, le souverain dut renvoyer Glubb Pacha sans lui laisser le temps de faire ses bagages. Or, la conférence de solidarité arabe s'achevait au Caire comme s'ouvrait à huis clos, à Ankara, la conférence islamique : Turquie, Irak, Iran et Pakistan. Le 18 novembre, ces quatre pays, réunis à Bagdad, avaient entendu le premier irakien, déclarer l'exclusion provisoire de la Grande-Bretagne du pacte. Ils viennent de voter le retour du cinquième signataire, dont il faut bien dire qu'il ne s'était pas vraiment effacé. Ce qui par contre s'évanouit, si elle fut jamais, c'est l'efficacité de ce bloc. Londres s'accroche dans une seule capitale arabe, Bagdad, et son garant, Nouri Saïd, doit à la loi martiale d'être encore en place. L'« annexion » de la Jordanie est un coup direct que porte Nasser au vieux premier ministre : il entend avoir sa tête comme il eut déjà celle de sir Anthony.

Israël, isolé diplomatiquement au point de n'avoir eu que la France pour voter en sa faveur, a multiplié en décembre les démarches auprès du Foreign Office pour que cessent les incursions de terroristes égyptiens basés en Jordanie. Il y avait évidemment de l'ironie à rappeler ainsi à la Grande-Bretagne son traité d'alliance avec Amman, garantie contre toute action punitive de la part de Tel-Aviv. Londres tente désespérément de faire oublier sa collusion momentanée avec le sionisme pour sauver ce qui peut l'être encore en Irak. Ce dernier pays fleurit actuellement à Beyrouth, avec les huit autres membres de la Ligue arabe réunis en conférence. Au programme : les moyens de serrer davantage le blocus d'Israël. Cette vieille carte, la seule à maintenir une annaïente solidité, a été longtemps utilisée par les Britanniques. Elle est trop usée aujourd'hui. Mais ce qui inquiète l'observateur, face à cette incessante dérive du Moyen-Orient, c'est de voir Washington ne trouver pour atout que S. M. Saoud de l'Aramco.

Charles-Henri Favrod

92
Fayette de Lanson ne
21-1-57